

Rapporteur : M. LEVEQUE Louis

M. LEVEQUE Louis, rapporteur : C'est un rapport classique qui arrive chaque année. Pour avoir une vision de l'ensemble de la programmation au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, il faut y ajouter les programmations qui vont passées dans la suite du Conseil municipal sur le volet Santé, sur le volet Culture, sur le volet Insertion, sur le volet du Projet Educatif Local, et sur le Contrat Local de Sécurité.

Donc, c'est l'ensemble de ces programmations qui donne sa cohérence aux actions qui concourent à la mise en œuvre des projets de développement de chacun des quartiers en Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Cette délibération a reçu un avis favorable de la Commission.

M. BROLIQUIER Denis, Maire du 2^e arrondissement :
Monsieur le Maire, au cours de cette dernière séance du Conseil municipal, nous allons voter, vous nous proposez un certain nombre de rapports consacrés aux subventions et ces subventions occupent plus de 55 % de l'ensemble des rapports que vous nous avez remis il y a quelques jours pour étude. 94 pages exactement sur 164.

J'ai essayé de regarder chaque subvention et j'ai essayé surtout de regarder l'ensemble de votre politique de subvention sur les sept dernières années, c'est-à-dire pendant l'ensemble de la durée du mandat pour essayer de voir si on pouvait discerner à la lecture restrospective de l'ensemble de vos rapports une méthode que l'on pourrait appeler la méthode « Collomb ». Et je m'aperçois qu'effectivement, tout au long du mandat, vous avez eu une certaine continuité dans votre méthode de subventionnement des associations et des projets pour la Ville de Lyon.

Nous, dans l'Opposition, nous avons quatre reproches à faire à cette méthode. Le premier, c'est que ce sont des votes globaux, c'est-à-dire que vous nous présentez des rapports un peu « fourre tout », il faut bien le dire, puisque vous regroupez dans un même rapport des associations très différentes dans leur taille, dans leur objet, dans leur efficacité, dans leur esprit. J'en veux pour preuve le rapport sur lequel je suis en train de m'exprimer, concernant la politique de la Ville : en huit pages, plus de 120 associations et organismes sont subventionnés et lorsque l'on sait que la Cour des Comptes à plusieurs reprises s'est élevée contre la politique de la ville, je me pose parfois des questions sur l'aspect global de ces subventions.

Le deuxième reproche, c'est : à quoi sert cet argent, est-il bien utilisé ? Nous n'avons jamais obtenu, malgré les demandes répétées de

mon Groupe, des évaluations sur l'efficacité des politiques publiques. Depuis très longtemps, les entreprises mettent en place des politiques d'évaluation. Dans les collectivités, on a commencé à faire de l'évaluation de politique publique dans les années 1990, et toutes les collectivités responsables le font depuis les années 2000 et à Lyon l'évaluation des politiques publiques reste relativement exceptionnelle. Je ne dis pas que vous ne l'avez jamais fait, mais très rarement. Certaines villes ont décidé de créer des corps d'inspection, d'autres font appel à des cabinets privés. Toujours est-il qu'à plusieurs reprises, nous avons demandé ces évaluations, notamment pour l'insertion par l'économie, pour la politique de la ville, pour la communication, pour l'international, pour la prévention santé, et nous ne les avons pas obtenues. Cela me semble extrêmement gênant de donner, année après année, des subventions sans savoir si réellement cela sert à quelque chose ou non.

Le troisième reproche, c'est l'absence de transparence. Quels sont les critères ? Les responsables associatifs ont besoin de savoir qui obtient des subventions et qui n'en obtient pas. Pourquoi ne publie-t-on pas, ici à la Ville de Lyon, comme le font un certain nombre de villes, toutes les associations qui bénéficient d'argent public et toutes celles qui en ont demandé mais qui n'en ont pas obtenu. Cela oblige à une démarche de transparence qui me semblerait assez salubre pour l'information du public mais aussi pour la gestion des associations. Les responsables associatifs ont besoin d'avoir des critères objectifs pour gérer leur action.

J'ai rencontré la semaine dernière, dans le cadre de la campagne électorale, un responsable associatif qui m'a dit « j'ai toujours obtenu tout ce que je voulais de la Ville de Lyon »...

M. LE MAIRE : C'était plutôt bien !

M. BROLIQUIER Denis : C'était plutôt bien en effet, et je lui ai demandé comment il avait fait. Il m'a répondu qu'à chaque fois, il a fallu « draguer » les adjoints ou les membres du Cabinet du Maire...

M. LE MAIRE : C'est moins bien !

M. BROLIQUIER Denis : ... pour essayer de les convaincre du bienfondé de son action. Je ne sais pas si l'expression « draguer » était la mieux adaptée, ce que je sais c'est qu'il est normal qu'un président d'association essaie de convaincre l'élu du bienfondé de son action, en revanche l'idée d'aller « draguer » sur des critères non objectifs, ne me semble pas forcément le bon.

Lorsque l'on regarde l'ensemble des subventions que nous votons au cours de ce Conseil par exemple, on s'aperçoit que les plus petites sont de l'ordre de quelques centaines d'euros et les plus importantes de plusieurs dizaines de milliers d'euros. J'ai peur que nous soyons dans le saupoudrage, dans l'arrosage.

La quatrième et dernière remarque : je me demande s'il n'y a pas quelques arrière-pensées électorales dans votre politique de subventions et particulièrement cette année. Je me pose cette question, mais vous vous doutez bien que j'y ai déjà répondu. Ma réponse est positive et j'en ai surtout la preuve : lorsque l'on regarde les subventions qui ont été versées en février 2006, on s'aperçoit qu'elles étaient de 354.000 euros ; en février 2007, un an plus tard, elles ont été multipliées par deux : 606.200 euros et cette année, vous nous proposez 2.435.000 euros, c'est-à-dire que vous avez multiplié par quatre, par rapport à février de l'année dernière, l'ensemble des subventions. C'est de bonne guerre, mais reconnaissez que ce n'est pas tout à fait honnête et j'espère que les présidents d'associations ne tomberont pas dans le piège que vous leur tendez.

Je regrette profondément sur le fond, encore une fois puisque l'essentiel des subventions que vous nous proposez aujourd'hui, nous les voterons, mais je regrette profondément cette méthode, votre politique en la matière et j'espère surtout, de tout cœur, que la politique de subventions de la Ville de Lyon sera différente dans le mandat prochain.

(Applaudissements.)

M. LE MAIRE : Merci Monsieur Broliquier. Chacun sait que dans le deuxième arrondissement, il n'y a aucun clientélisme, c'est très contraire à ce qui se passe à la Ville de Lyon !

Sur le fond, je voudrais dire la chose suivante : tout d'abord, je ne crois pas que dans la ville, une association ait pu dire qu'elle n'ait pas eu de subvention en fonction de sa sensibilité politique, culturelle, spirituelle. Nous, nous pensons qu'une ville se construit avec tous les acteurs de la ville et que tous ceux qui travaillent pour cette ville, pour son avenir mais aussi pour l'amélioration de la vie quotidienne de ses habitants, ont droit à une égale subvention de la ville et c'est ce que nous faisons au travers de la répartition des subventions. Je vais vous donner un chiffre : il se trouve que dans la ville, à peu près 60 % des associations existantes dans la ville, sont aujourd'hui subventionnées car nous pensons que c'est le « terreau » même de la vie sociale de notre ville, qui est en question : ils démultiplieront notre aide et même lorsque vous parlez, je ne sais pas si c'est avec condescendance, des associations à qui nous donnions de petites subventions, je peux vous dire que quelque fois donner une petite subvention à une association dans un quartier, c'est lui permettre de faire un grand travail.

Après, je vous remercie d'avoir souligné vous-même que d'année en année, nous nous améliorions. Le reproche suivant nous était fait au début de ce mandat : un certain nombre d'associations nous disaient recevoir leurs subventions au mois d'août ou de septembre, et entre temps elles devaient faire appel aux crédits, aux banques et leurs subventions étaient amputées des frais financiers. Nous avons donc

essayé de raccourcir les délais, mais bien évidemment ce que nous votons aujourd'hui ne va pas être attribué dans les huit prochains jours ou dans les trois prochaines semaines, mais sera voté aujourd'hui de manière à ce que cela soit donné dans le premier trimestre. Attribuer des subventions dans le premier trimestre à des associations, cela me semble être bien.

J'ai entendu le Président de la CGPME qui pour les entreprises, disait : « il faut que nous soyons payés dans les meilleurs délais », n'est-ce pas Monsieur le Président ?

M. TURCAS François : Mais je vous l'accorde, Monsieur le Maire !

M. LE MAIRE : Ce que nous souhaitons pour les entreprises, nous souhaitons aussi le faire pour les associations et c'est pour cela que d'année en année, comme vous l'avez dit, nous essayons de voter d'abord notre budget en décembre de manière à pouvoir être prêt en début d'année et ensuite de rapprocher le plus tôt possible le vote de nos subventions de manière à ce que l'argent des Lyonnais serve plutôt pour des actions précises plutôt que pour financer des frais de banque qui évidemment hypothèquent les finances des différentes associations.

Monsieur Brolquier, soyez rassuré, la gestion avec nous est parfaite !

(Brouhaha.)

Je mets aux voix les conclusions de mon rapport. Il n'y a pas d'opposition ? Elles sont adoptées.

(M. Pelaez et Mme Isaac-Sibille ne prennent pas part au vote en application de l'article L 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.)

(Adopté.)